

Tentative de coup d'Etat au Gabon, quatre officiers mutins arrêtés

@rib News, 07/01/2019 – Source Reuters Une tentative de coup d'Etat semble avoir échoué lundi au Gabon, où quatre des cinq officiers de l'armée qui s'étaient emparés en fin de nuit du siège de la radio nationale ont été arrêtés, a déclaré un porte-parole du gouvernement.

Le cinquième mutin, l'officier qui a lu le message des putschistes à la radio, est en fuite, a ajouté Guy-Bertrand Mapangou. "Le gouvernement est en place, les institutions sont en place", a-t-il déclaré à la chaîne France 24. Se réclamant dans un message diffusé à la radio et sur les réseaux sociaux d'un Mouvement patriotique des jeunes des forces de défense et de sécurité du Gabon, le lieutenant Kelly Ondo Obiang avait appelé ses compatriotes à se soulever contre le président Ali Bongo, dont il disait douter de la capacité à continuer à assumer sa charge. Le chef de l'Etat gabonais, qui est âgé de 59 ans, se remet au Maroc d'un AVC dont il a été victime le 24 octobre dernier alors qu'il participait à une conférence économique en Arabie saoudite, laissant son vice-président exercer le pouvoir en son absence sur décision de la Cour constitutionnelle. L'appel lancé par les putschistes ne semble pas avoir été suivi d'effet, le calme régnant lundi en milieu de matinée dans la plus grande partie de la capitale, Libreville. Des coups de feu sporadiques ont néanmoins été entendus près de la radio d'Etat, où des soldats loyalistes ont aussi tiré des grenades lacrymogènes pour disperser quelque 300 personnes qui s'étaient rassemblées pour soutenir les mutins, a constaté un journaliste de Reuters présent sur place. La capitale gabonaise était survolée par des hélicoptères et quadrillée par l'armée et la police. La France, dont 350 militaires se trouvent au Gabon, a appelé lundi ses ressortissants, au nombre de 8.900, "à éviter tout déplacement à Libreville". "Nous condamnons toute tentative de changement de régime extra-constitutionnel. La stabilité du Gabon ne peut être assurée que dans un strict respect des dispositions de sa Constitution", a déclaré le ministre des Affaires étrangères. Le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, a pour sa part réaffirmé sur Twitter "le rejet par l'UA de tout changement anticonstitutionnel". L'ÉLECTION CONTESTÉE DE 2016 Dans son message diffusé vers 04h30 heure locale (05h30 GMT), le lieutenant Kelly Ondo Obiang jugeait que les vœux du Nouvel an enregistrés par Ali Bongo pour rassurer sur sa santé avaient "plutôt renforcé les doutes sur sa capacité à assumer les lourdes charges liées à la fonction de président de la République". Dénonçant une "manipulation" du président pour s'accrocher au pouvoir, une "théâtralisation" de son discours de Nouvel an et la "complicité de la hiérarchie militaire", le lieutenant Kelly Ondo Obiang appelait les Gabonais à descendre dans la rue pour le soutenir. Flanqué de deux soldats armés de fusils d'assaut, l'officier en uniforme et béret vert ajoutait que le putsch avait été lancé contre "ceux qui, dans la nuit du 31 août 2016, ont fait lâchement assassiner nos jeunes compatriote", une allusion aux violences qui ont suivi la réélection contestée d'Ali Bongo. Avant d'assumer la présidence du pays, Ali Bongo a été pendant dix ans ministre de la Défense, ce qui "limite la possibilité que la hiérarchie militaire actuelle soutienne son éviction", soulignait pour sa part Judd Devermont, directeur du programme Afrique au Center for Strategic and International Studies (CSIS) à Washington. Dans son discours du Nouvel an, le chef de l'Etat gabonais a reconnu souffrir de problèmes de santé mais a assuré qu'il se remettait. La famille Bongo dirige le pays pétrolier depuis près d'un demi-siècle. Ali Bongo est arrivé au pouvoir à la mort de son père, Omar, en 2009. Il a été réélu en 2016 avec moins de 6.000 voix d'avance sur l'opposant Jean Ping, ancien président de la Commission de l'Union africaine, à l'issue d'une élection sous tension marquée par des accusations de fraude et de violentes manifestations. L'Union européenne avait signalé des anomalies, notamment dans la province du Haut-Ogooué où Bongo a été crédité de 95% des suffrages exprimés et où la participation a atteint le taux de 99,9% des inscrits.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});